

Grève et manifestations le 9 avril

L'austérité n'est pas une fatalité

A l'appel de la CGT, FO et Solidaires, une journée de mobilisation aura lieu le 9 avril prochain. Les inégalités sociales, les impasses de la politique d'austérité du gouvernement, la surenchère du MEDEF, ne peuvent rester sans réponse ni mobilisation nationale.

Du pacte de responsabilité à la loi Macron, toutes les mesures prises par le gouvernement ne font qu'aggraver la situation de la grande majorité des salarié-es et favoriser la course au profit et à la rentabilité financière voulue par le patronat. La méthode autoritaire du gouvernement n'est là que pour cacher son absence de base sociale. A gouverner pour les patrons, le gouvernement nous impose l'austérité à marche forcée.

Les inégalités sociales s'approfondissent de jour en jour. Le constat est édifiant : plus de 6 millions de chômeurs-euses, une précarité persistante avec un accroissement des CDD de moins d'un mois, 12 millions de personnes au seuil de pauvreté, plus de 41 000 foyers privés d'accès à l'énergie, des plans de licenciements qui continuent, des salaires qui stagnent, des services publics menacés.

Contre l'insatiable richesse...

Les chiffres mettent en lumière l'indécente concentration des richesses pour une couche de plus en plus restreinte de riches de par le monde. La part du patrimoine mondial détenue par les 1 % des plus riches est passée de 44% en 2009 à 48 % en 2014, et la fortune des 80 personnes les plus riches s'élevait en 2014 à 1 900 milliards.

En France, la fraude et l'évasion fiscale sont une perte sèche évaluée entre 60 et 80 milliards, autant de richesses produites par les salarié-es détournées dans les paradis fiscaux et la spéculation. Les dividendes versés aux actionnaires explosent, plus 30 % en 2014, soit plus de 56 milliards d'euros. Et pendant ce temps, le gouvernement Valls/Hollande arrose les multinationales à coups de milliards via le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), recule devant les exigences du patronat, cède aux lois de la finance, bafoue le droit de l'environnement au profit des intérêts économiques.

... notre soif de justice sociale

La contestation et les résistances sociales montent dans plusieurs pays européens, dont la Grèce est aujourd'hui un symbole, face aux politiques anti sociales.

En France, des mobilisations ont lieu dans le privé comme dans le public, dans les localités, les branches, contre les licenciements, pour des augmentations salariales, préserver les moyens des services publics, et améliorer les conditions de travail.

A partir de ces luttes, nous voulons construire les convergences indispensables pour inverser le rapport de forces.

A partir de ces luttes nous voulons unir nos forces et exigences pour imposer une autre répartition des richesses et satisfaire les besoins sociaux les plus élémentaires fondés sur l'égalité et la solidarité :

- SMIC à 1700 euros net, augmentation des salaires, des pensions, des allocations chômage et minima sociaux.
- Réduction du temps de travail pour aller vers les 32h, avec embauches correspondantes, respectant les conditions de travail. la vie privée des travailleurs-euses.

- Instauration d'un statut du salarié : continuité du socle contractuel avec maintien du salaire entre deux emplois ; obligation de reclassement des salariés sans limite de temps ; financement patronal mutualisé pour garantir ces droits.
- De nouveaux droits pour les salarié-es face à l'arbitraire patronal comme le droit de veto contre les licenciements, le maintien et l'extension des droits d'expression et de représentation dans les entreprises, les associations et les administrations sur les questions économiques, sociales, environnementales et de santé au travail.
- Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la fin des discriminations pour tous.
- Le renforcement des emplois et des services publics.

Stoppons cette course folle vers toujours plus d'austérité !
Reprenons l'offensive, retrouvons la force et la dignité
de l'action collective !

DECLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT, FO et Solidaires

Combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois en changeant de politique économique, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires (secteurs public et privé), les retraites, les pensions et les minimas sociaux, constituent des priorités sociales, de surcroît en période de crise.

Réunies le 17 février 2015, les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires affirment leur détermination pour faire aboutir ces revendications et lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs tant socialement, économiquement que démocratiquement.

Le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat aggravent la situation des salarié(e)s, des retraité(e)s et des chômeurs(ses).

De nombreuses luttes et mobilisations syndicales sont d'ores et déjà engagées dans les entreprises, les services publics et les secteurs professionnels.

Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires s'engagent dans un processus de mobilisation. Conscientes de leur responsabilité, elles invitent les retraité(e)s et les chômeurs(ses) à se mobiliser et appellent l'ensemble des salarié(e)s, du public et du privé, à une journée de grève interprofessionnelle et à manifester le 9 avril 2015.

Paris, le 17 février 2015

144 Bd de la Villette
75 019 Paris

Téléphone 01 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

